

Une fois de plus, des officines privées se permettent de juger et de tenter de changer, par pressions des marchés financiers, la politique économique de pays (dont aujourd'hui celle des Etats-Unis, première économie mondiale) vers toujours plus d'austérité. Elles s'arrogent un rôle qui doit être celui des Etats sous contrôle démocratique de leurs citoyens. Pour le moment tétanisés par leur incapacité à réguler la finance, les Etats s'y soumettent, au lieu de s'appuyer sur les exigences des peuples.

Ce nouvel épisode met en évidence le bien-fondé d'une exigence forte qui prend partout dans le monde : il faut mettre fin à la dictature des marchés financiers pour dynamiser l'économie, créer des emplois stables, augmenter les salaires et soutenir l'investissement productif. Valérie Pécresse, ministre du Budget, annonce : « La France sera au rendez-vous de la réduction de son déficit cette année et l'année prochaine ».

De tels propos, visant à donner des gages aux marchés financiers, témoignent du fait que nos responsables politiques ne veulent pas admettre que les politiques de sauvetage des marchés financiers, mises en place depuis trois ans, sont contre-productives et en opposition à l'intérêt général.

Les programmes d'austérité exigés par les marchés financiers conduisent à la hausse du chômage et de la précarité, pèsent sur les salaires, les pensions et les minima sociaux, donc sur le pouvoir d'achat, et affaiblissent le potentiel de croissance économique.

On ne peut pas sortir de cette crise en donnant encore et toujours plus de gages aux marchés financiers : les « plans de sauvetage » se multiplient et à chaque fois la somme d'argent nécessaire pour sauver les financiers augmente. Cet argent aurait pu, et doit, être mobilisé au service de l'emploi et de l'investissement productif.

Pour sortir de cette crise, il faut remonter à la source : il faut revaloriser le travail.

Il faut créer des emplois qualifiés et stables, augmenter les salaires, dynamiser l'investissement productif.

Il faut mettre fin aux programmes d'austérité. Au lieu de réduire les moyens des services publics et geler les traitements dans la fonction publique, ce que fait le gouvernement, il faut augmenter les dépenses utiles comme celles de l'éducation, de la santé et des infrastructures.

Il faut en revanche supprimer les niches fiscales et sociales inutiles, augmenter l'impôt sur les hauts revenus et taxer les transactions financières.

Il faut, enfin, stopper les capacités de manœuvre et de nuisances de la sphère financière et spéculative au profit d'une capacité de décisions de l'économie réelle sous contrôle démocratique.

La CGT porte ces exigences et appelle à porter d'autres choix pour une autre répartition des richesses par la mobilisation des salariés, retraités et privés d'emploi notamment par une journée d'action interprofessionnelle à la rentrée.